

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE
COMITE DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

Synthèse de la manifestation du CGP « La Civic Tech au service de la démocratie »

17 octobre 2023

On trouvera dans le présent document la synthèse de la manifestation organisée en marge de la 68^e session du CGP, sur le thème « La Civic Tech au service de la démocratie », le 17 octobre 2023.

Carlos Santiso (carlos.santiso@oecd.org)

Alessandro Bellantoni (alessandro.bellantoni@oecd.org)

Mauricio Mejia Galvan (mauricio.mejiagalvan@oecd.org)

Joshua Yeremiyew (joshua.yeremiyew@oecd.org)

JT03541313

Mardi 17 octobre 2023

Synthèse de la manifestation du CGP « La Civic Tech au service de la démocratie »

Remarques liminaires

1. L'événement « La Civic Tech au service de la démocratie » a rassemblé plus de 200 participants pour une discussion entre des représentants du gouvernement, des organisations de la société civile, des universitaires et des organisations de technologie civique du secteur privé. L'objectif était de réfléchir à l'utilisation de la technologie par les pouvoirs publics et les institutions publiques afin d'améliorer les relations entre les citoyens et les pouvoirs publics et de garantir des solutions technologiques civiques qui soutiennent la démocratie. À l'appui des débats, le Secrétariat a préparé une note de référence s'appuyant sur les travaux de recherche existants et exposant les principaux concepts et acteurs autour des technologies civiques [GOV/PGC(2023)32], qui complète les questions de cadrage proposées dans le document accompagnant le projet d'ordre du jour annoté révisé [GOV/PGC/A(2023)6/REV3]. Cette manifestation a permis d'étayer les travaux en cours dans le cadre de l'Initiative de l'OCDE pour le renforcement de la démocratie (RDI), en particulier le Plan d'action sur le renforcement de la participation, de la représentation et de l'ouverture dans la vie publique [[OECD/LEGAL/0484](#)], et le Plan d'action à venir sur la démocratie numérique.
2. Le Président, Dustin Brown, Président du Comité de la gouvernance publique et Directeur adjoint chargé de la gestion au Bureau de la gestion et du budget du Bureau exécutif du Président des États-Unis, ouvre la réunion en soulignant l'importance de débattre de l'adoption des outils de technologie civique, de créer un environnement propice à une mise en œuvre et un impact significatifs, et de partager les meilleures pratiques au niveau international.
3. Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement et ministre français du Renouveau démocratique, a présenté la technologie civique comme un élément clé pour contrer la méfiance croissante des citoyens à l'égard des élus. Le ministre Véran a mis en avant des exemples français d'utilisation d'outils de technologie civique pour associer directement les citoyens et les parties prenantes au processus législatif et à l'élaboration des politiques. Il attire l'attention sur le lancement récent d'Agora, une application mobile qui permet aux citoyens de poser des questions au gouvernement et de voter sur les questions auxquelles ils souhaitent obtenir une réponse. En quelques jours seulement, il a été téléchargé plus de 65 000 fois. Le ministre Véran a conclu en renforçant l'idée que la démocratie directe et participative ne doit pas nécessairement être en opposition avec la démocratie représentative, mais plutôt la servir et la compléter.
4. Adrien Duguet, président de l'Association Civic Tech Europe (ACTE), a mis en avant l'écosystème grandissant de différents acteurs civiques en Europe qui partagent l'objectif commun d'améliorer la confiance dans les processus et les institutions démocratiques. Il a souligné que cet écosystème devrait intensifier ses efforts pour créer des synergies entre différents formats, outils et processus qui peuvent s'adapter à différents stades de différentes initiatives, en soulignant l'importance de l'interopérabilité pour améliorer l'efficacité de l'écosystème.
5. Elsa Pilichowski, Directrice de la Direction de la gouvernance publique de l'OCDE, souligne l'impact des technologies numériques sur nos sociétés, notamment sur le fonctionnement de l'administration publique et les interactions entre les citoyens et les institutions publiques. Elle met en avant les conclusions de l'enquête de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques, publiée en 2022, indiquant que les pouvoirs publics ne parviennent pas à répondre aux attentes des citoyens en matière de participation, de représentation et de réactivité. Elle a souligné que la technologie civique est l'espace de pointe dans lequel les priorités de l'Initiative de l'OCDE « Renforcer la démocratie » autour de la participation, de la représentation et de la démocratie numérique convergent. Elle fait observer que si l'utilisation des outils de technologie civique progresse, la plupart des pays de l'OCDE disposant de plateformes numériques à l'échelle de l'administration pour les consultations, le

secteur n'a pas encore pleinement répondu à ses attentes en matière de renforcement de la démocratie. Elle souligne que l'événement a été l'occasion de recenser les meilleures pratiques et d'élaborer des stratégies pour renforcer l'impact des technologies civiques à l'appui de la gouvernance démocratique.

6. Enfin, Katju Holkeri, Cheffe de l'Unité de la politique de gouvernance au sein du Département de la gouvernance publique du ministère finlandais des Finances et Présidente du Groupe de travail de l'OCDE sur le gouvernement ouvert, a insisté sur l'importance de l'ouverture et de l'inclusion dans le développement des technologies au service de la démocratie, en adoptant une approche centrée sur le citoyen, en luttant contre les risques liés aux interactions en ligne et en utilisant un langage simple pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Elle encourage à élargir la portée de l'objectif de la technologie civique pour y inclure, au-delà de la représentation démocratique, la protection de l'espace civique.

Panel 1 : Répondre aux besoins des démocraties modernes : la technologie civique répond-elle aux attentes ?

7. La modératrice Irene Blázquez, Directrice du Centre pour la gouvernance du changement de l'Université IE, a présenté une évaluation des 20 dernières années de technologie civique marquées par la croissance du secteur, avec un nombre important d'outils adoptés à l'échelle mondiale pour transformer la façon dont les citoyens et les institutions interagissent. Toutefois, de nombreuses préoccupations liées aux défis des technologies sont apparues, et cette tendance devrait se poursuivre à mesure que de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) générative gagnent du terrain. Elle souligne l'importance de réfléchir au décalage entre les espoirs initialement placés dans les technologies civiques et les résultats concrets qu'elles ont permis d'obtenir. Alicia Combaz, fondatrice de Make.org, et Robert Bjarnason, fondateur de Your Priorities, ont rappelé l'intention initiale de la technologie civique, soulignant que son objectif n'est pas de remplacer les institutions existantes, mais de les renforcer. Les principaux défis consistent à inciter les citoyens à participer et à améliorer les processus décisionnels. Matt Stempeck, fondateur du Civic Tech Field guide, a souligné que les attentes vis-à-vis des outils de technologie civique allaient bien au-delà de ce que les outils eux-mêmes pouvaient atteindre. Il souligne les retombées positives de la croissance du secteur : les pouvoirs publics ont adopté une approche davantage centrée sur les citoyens lors de la conception des services publics, et reconnaissent l'importance de renforcer la confiance. Les outils des technologies civiques ont également fait entrer de nouveaux talents dans les administrations publiques. Pour entretenir ces tendances positives, le secteur des technologies civiques devrait renforcer ses liens avec les institutions publiques, en intégrant des outils ou des processus dans les processus institutionnels. Paula Forteza, ancienne députée au Parlement français, a encouragé à abandonner toute forme de techno-solutionnisme et a appelé à une politisation de la communauté technologique civique. Elle souligne que les communautés de technologie civique sont très actives et que, malgré l'existence de bons outils numériques, elles n'ont toujours pas véritablement accès aux espaces de prise de décision. Les intervenants ont évoqué le potentiel de l'IA dans l'écosystème des technologies civiques, mais ont également mis en lumière les défis cruciaux que pose l'adoption de ces technologies.

Panel 2 : Les solutions de technologies civiques sont-elles adaptées à la démocratie ? Risques et leviers pour les technologies civiques au service du renforcement de la démocratie

8. Le modérateur Kevin Casas-Zamora, Secrétaire général d'International IDEA, a ouvert le panel en indiquant que la technologie civique devrait donner la priorité au renforcement des principes démocratiques tout en contrant les risques inhérents à la technologie, et a invité les intervenants à se concentrer sur les facteurs propices à la réussite de la technologie civique.

9. Alexandre Quintanilha, membre du Parlement portugais, a fait observer que la technologie civique exige de la confiance et une culture du dialogue, qui demandent toutes deux du temps et des efforts. Henriette Litta, de l'Open Knowledge Foundation, souligne le rôle clé d'une société civile dynamique qui exige et continue d'utiliser les outils technologiques civiques et les processus de participation citoyenne au fil du temps. La Civic Tech se distingue de la GovTech par sa nature profondément politique, ancrée dans des communautés engagées dans l'inclusion, l'accessibilité et la transparence. Carlos Luca de Tena,

de l'IE University, et Wietse van Ransbeeck, fondatrice de CitizenLab, ont tous deux souligné l'importance d'une approche multipartite du développement et de la mise en œuvre d'outils de technologie civique afin d'assurer un dialogue pluridisciplinaire entre les communautés techniques et politiques. Renato Simões, Secrétaire à la participation sociale à la Présidence du Brésil, présente l'utilisation par le gouvernement fédéral du Brésil des technologies civiques pour impliquer les citoyens dans des décisions importantes, telles que la budgétisation, visant à renouveler le contrat social dans une société polarisée. M. Simões insiste sur la nécessité que les formats à faible contenu technologique et en présentiel soient inclusifs et comblent les fractures numériques. Tous les intervenants conviennent que la technologie civique nécessite un engagement politique et le soutien des organisations de la société civile en faveur de l'institutionnalisation. Le succès des technologies civiques est lié à la promotion d'une culture de la participation et à l'utilisation de technologies adaptées.

Panel 3 : Bien faire les choses : que peuvent faire les pouvoirs publics pour exploiter pleinement le potentiel des technologies civiques ?

10. Le modérateur, Dominik Hierlemann, Conseiller principal sur la démocratie à la Bertelsmann Stiftung, présente les grandes lignes de la table ronde autour de trois facteurs de réussite de la technologie civique : le leadership politique, le changement culturel au sein des administrations et un cadre d'action solide.

11. Les intervenants ont évoqué les défis liés au changement de culture au sein des administrations publiques. Ieva Valeskaite, vice-ministre de l'Économie et de l'Innovation de la Lituanie, présente l'utilisation que fait la Lituanie des technologies civiques à travers le prisme des GovTech et de la transformation numérique du secteur public, un processus qui est piloté par une forte volonté politique. Marc Serra Solé, du Conseil provincial de Barcelone, a souligné que même dans l'une des villes où la technologie civique est la plus consolidée, certains défis persistent, à la fois au sein de l'administration qui « résiste » au changement, et à l'extérieur, notamment en termes d'inclusion. Il souligne également que la participation numérique devrait compléter et non remplacer la participation en personne, en particulier dans le cas des processus délibératifs. Rudi Bormann, Directeur adjoint du Partenariat pour un gouvernement ouvert au niveau local, présente des exemples d'outils de technologie civique qui ont fait leurs preuves à différents niveaux d'administration et dans différents contextes. Il a souligné que des liens plus étroits entre l'écosystème des technologies civiques et d'autres communautés, notamment en matière d'innovation et de gouvernement ouvert, ainsi que des espaces de partage des meilleures pratiques sont essentiels pour faire avancer ces efforts. Adriana Groh, fondatrice du Sovereign Tech Fund en Allemagne, a souligné la « tragédie des biens communs » des outils open-source, suggérant une troisième voie entre le développement de logiciels privés et publics. Elle souligne la nécessité de stratégies gouvernementales pour soutenir financièrement et maintenir des projets open source pour une indépendance stratégique. Les logiciels libres nécessitent des communautés dynamiques pour les maintenir en vie et les améliorer au fil du temps, comme l'illustrent Decidim et Code pour le Japon.

12. Les intervenants évoquent les avantages et les inconvénients de la transmission des outils de technologie civique en interne (internalisation) ou en sous-traitance. L'externalisation permet de contrôler pleinement les projets et les données, mais elle est généralement plus rapide et plus économique. Ils ont noté la nécessité de concilier une forte impulsion des pouvoirs publics et la nécessité de tirer parti des talents du marché et de la concurrence. Pour conclure, le modérateur présente trois facteurs tout aussi importants pour la réussite des technologies civiques : (i) le leadership politique pour assurer la continuité et l'attention du projet ; (ii) un changement culturel au sein de l'administration pour des efforts soutenus ; et (iii) des cadres d'action solides définissant la gouvernance de ces projets et garantissant leur durabilité.

Panel 4 : Faire le lien et définir la voie à suivre

13. Le modérateur Carlos Santiso, Chef de la Division pour un gouvernement ouvert et innovant de la Direction de la gouvernance publique de l'OCDE, fait observer que mettre la technologie au service de la démocratie est une préoccupation mondiale. Les technologies civiques sont confrontées à plusieurs défis importants à l'échelle internationale, tels que l'évolutivité, la durabilité technique et financière des projets

et l'interopérabilité des outils et des systèmes. M. Santiso demande aux intervenants de définir les grands principes de l'élaboration d'une stratégie mondiale pour les technologies civiques de manière à ce qu'ils contribuent également à relever les défis mondiaux actuels et émergents.

14. Arturo Herrera, Directeur mondial de la gouvernance à la Banque mondiale, a retracé l'histoire de la transformation numérique des services publics, montrant que la technologie civique, si elle est soutenue par la confiance, peut véritablement permettre une interaction réciproque entre les citoyens et les gouvernements. M. Henri Verdier, Ambassadeur de la France pour les affaires numériques, a insisté sur le fait que les pouvoirs publics devraient se concentrer sur l'objectif primordial de la transformation numérique : donner aux citoyens les moyens d'agir et leur garantir la liberté, dans un cadre qui protège les valeurs démocratiques. Il a encouragé les participants à considérer l'État comme une plateforme, servant de catalyseur et de lien pour faire en sorte que les technologies numériques associent un public plus large et plus diversifié à la prise de décision. Le rôle de la diplomatie numérique devrait consister à promouvoir les valeurs démocratiques dans l'espace numérique, à plaider en faveur de l'interopérabilité et à soutenir fermement les biens communs numériques afin d'éviter les monopoles numériques. M. Verdier appelle l'OCDE et les autres instances multilatérales à inclure les biens communs dans leur réflexion plus générale sur la démocratie et les outils numériques. Minna-Liina Lind, Sous-secrétaire aux Affaires mondiales au ministère des Affaires étrangères de l'Estonie, souligne le rôle mondial de la société civile pour contrer « l'effet de la concurrence » entre les pays qui œuvrent à un objectif commun. Tous les intervenants ont souligné l'importance du multilatéralisme et d'une approche multipartite pour faire en sorte que les outils de technologie civique soient conçus pour promouvoir les valeurs démocratiques, l'accessibilité et l'inclusion pour tous.

15. Interrogés sur le rôle que l'OCDE pourrait jouer pour contribuer au succès de la technologie civique au niveau international, les intervenants ont souligné l'opportunité pour l'OCDE de réunir des forums multipartites et de créer des cadres et des normes pour la technologie civique et la démocratie, en assurant son succès, son évaluation et son impact.

Remarques de clôture

16. La Présidente, Gillian Dorner, Directrice adjointe de la gouvernance publique de l'OCDE, résume les discussions de la journée, en faisant observer que la conversation sur les technologies civiques a mûri et qu'elle a porté sur la création de conditions favorables à la croissance du secteur et à son impact positif sur la démocratie. Ces conditions sont étroitement liées à la confiance et à un espace civique sain, y compris dans la sphère numérique.

17. L'événement s'est conclu par des allocutions de représentants des partenaires du monde de la connaissance : la Fondation Bertelsmann, le Centre pour la gouvernance du changement de l'Université IE et l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale d'International IDEA. Irene Blázquez, de l'IE University, a souligné le processus à double sens qui consiste à mettre la technologie au service de la démocratie : la technologie doit être développée pour ancrer et canaliser les valeurs démocratiques, tandis que la démocratie doit également s'adapter au monde numérique. La technologie civique pourrait aider à façonner la démocratie en élargissant l'accès au pouvoir. Alberto Fernández Gibaja, Conseiller principal sur la numérisation et la démocratie à International IDEA, a déclaré que le rôle de la technologie civique est de renforcer, et non de remplacer, les institutions démocratiques, ce qui nécessite une réflexion approfondie sur le lieu et la manière dont elle devrait être adoptée. Soulignant la nature politique de la technologie civique, il a souligné son objectif de partager le pouvoir avec les citoyens. Il expose trois considérations relatives à l'infrastructure numérique publique autour de la législation, afin de donner du poids aux décisions prises par le biais des outils de technologie civique et des garanties des droits numériques ; la confiance sociale dans les institutions ; et les exigences physiques. Dominik Hierlemann, Conseiller principal sur la démocratie à la Fondation Bertelsmann, résume les principaux défis auxquels est confronté le secteur des technologies civiques : (i) la résistance des institutions publiques, qui empêche l'innovation démocratique d'aller au-delà de la phase pilote ; (ii) la nécessité pour l'administration publique d'adopter la transformation et de bâtir une culture de l'innovation ; et (iii) l'importance pour les acteurs des technologies civiques de donner la priorité aux interactions et aux

liens, en particulier en ce qui concerne les technologies émergentes comme l'IA, qui remettent en question le concept de participation. Il souligne la nécessité pour l'écosystème des technologies civiques de communiquer efficacement avec un public non expert. Il conclut en faisant observer que les exemples de réussite en matière de technologies civiques sont en grande partie des exemples de faible niveau technologique, mais que cela ne devrait pas compromettre le potentiel de l'IA en termes de participation citoyenne dans la sphère numérique.

18. Dans son allocution de clôture, Elsa Pilichowski, Directrice de la gouvernance publique de l'OCDE, remercie les intervenants de leurs réflexions sur les moyens de combler le fossé entre le potentiel et la réalité des technologies civiques. Elle attire l'attention sur la nouvelle Recommandation de l'OCDE sur la gouvernance des identités numériques en tant qu'élément constitutif de l'infrastructure numérique des pouvoirs publics et met en lumière les liens entre les différents axes de travail de l'OCDE qui aident les pays dans ce domaine, comme l'Enquête de l'OCDE sur la confiance, l'Observatoire de l'espace civique de l'OCDE et le Centre de ressources sur la mésinformation et la désinformation de l'OCDE, et invite les participants à participer à la conférence à venir intitulée « Lutter contre la désinformation : renforcer la démocratie par l'intégrité de l'information », qui se tiendra les 13 et 14 novembre 2023. La Directrice souligne que le Secrétariat continuera d'aider les pays dans leurs efforts en matière de technologies civiques au moyen de cadres d'action et de l'identification de bonnes pratiques et d'exercices d'apprentissage mutuel. Ces travaux contribueraient aux préparatifs du Forum mondial de l'OCDE sur l'instauration de la confiance et le renforcement de la démocratie qui se tiendra à l'automne 2024, lequel serait fortement axé sur l'utilisation de la technologie à l'appui de la représentation et de la participation des citoyens et des parties prenantes dans la démocratie.